
ASSEMBLÉE NATIONALE

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 220 (PRIVÉ)

Loi concernant Ville de La Baie

Première lecture



Présenté par
M. Hubert Desbiens
Député de Dubuc

Éditeur officiel du Québec

1983

Projet de loi 220

(PRIVÉ)

Loi concernant Ville de La Baie

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de Ville de La Baie que certains pouvoirs lui soient accordés rétroactivement, lui permettant d'acquérir à des fins sportives et récréatives, des terrains situés sur le territoire de la municipalité du canton d'Otis;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié, pour Ville de La Baie, par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

« 4. Le conseil peut pourvoir lui-même ou par l'intermédiaire d'une corporation sans but lucratif à l'organisation et à l'exploitation d'un centre de loisirs et d'un lieu public de sport et de récréation à l'intérieur du territoire de la municipalité du canton d'Otis.

À ces fins, le conseil peut acquérir tous terrains, servitudes et droits nécessaires et exercer généralement tous les pouvoirs conférés par la présente loi. ».

2. L'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi sous le numéro 227075 est déclaré valide et légal. Il est ratifié en ce qui concerne les pouvoirs de la municipalité d'acquérir, de posséder et d'aliéner.

La municipalité a et a toujours eu le pouvoir d'acquérir les immeubles désignés dans cet acte, de les posséder et les vendre ou céder de gré à gré.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction mais a effet depuis le 4 novembre 1969.